



Presse

Lu pour vous



mardi 16 mai 2017

Quels chantiers attendent le ou la futur(e) ministre de l'Intérieur?

Les attentats terroristes qui ont touché la France et notamment les forces de l'ordre en 2015 et 2016, les manifestations violentes contre la loi Travail, la crise des réfugiés ou la prorogation de l'état d'urgence ont propulsé l'action de Valls puis de Bernard Cazeneuve en première ligne des différents gouvernements. Immigration, sécurité, terrorisme... Quels seront les enjeux majeurs et les difficultés du prochain locataire de l'Intérieur ?

- **Les conditions de travail des policiers**

Leur mobilisation a été inédite. Pendant des semaines, des milliers de policiers ont défilé visages cagoulés et brassards fluo « Police » accrochés aux bras. A l'automne dernier, au lendemain de l'attaque de quatre fonctionnaires au cocktail Molotov en Essonne, une partie de la profession défilait dans plusieurs villes de France pour interpeller Bernard Cazeneuve sur leurs conditions de travail. Malgré un plan pour la sécurité publique de 250 millions d'euros et un assouplissement des conditions de légitime défense, les revendications des policiers sont toujours vivaces.

« Ce sera le point essentiel du prochain quinquennat », abonde Denis Jacob, secrétaire général du syndicat Alternative police (CFDT). « Il y a eu des efforts ponctuels dans des contextes dramatiques mais qui ne touchent pas la majorité des policiers. Aujourd'hui, le parent pauvre c'est la police d'urgence, les équipes de police secours. Il manque des véhicules neufs et le personnel travaille dans des locaux délabrés. Dès le début du quinquennat **il faut une loi de programmation et de rénovation immobilière** », ajoute le syndicaliste.

Rien de tel n'a pourtant été mentionné dans le programme d'Emmanuel Macron, qui souhaite davantage axer sa politique sur le recrutement supplémentaire de 10.000 policiers et gendarmes et la réorganisation du renseignement.

- **La réforme « explosive » des retraites**

Si le sujet n'est pas propre aux seuls policiers et de gendarmerie, les représentants syndicaux des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur « s'inquiètent » du projet de réforme des retraites porté par Emmanuel Macron. Le nouveau chef de l'Etat souhaite créer « un vrai système universel de retraite »

« Les règles seront les mêmes pour tous les régimes (...) Un euro versé pour cotisation ouvrira droit aux mêmes droits, quels que soient votre secteur, votre catégorie ou votre statut. Pour celles et ceux qui sont à au moins cinq ans de la retraite, rien ne changera », précisait-il pendant sa campagne. Or, comme de nombreux salariés d'entreprises publiques, les policiers disposent d'un régime spécial de retraite.

« On bénéficie d'un statut spécial acquis en 1948 en échange de l'abandon de notre droit de grève, détaille Denis Jacob, or quand le Président explique qu'il souhaite mettre en place un régime général pour tout le monde, on s'interroge. Ce qui est certain c'est que si le gouvernement touche au régime spécial, il y aura des répercussions sociales ».